

NOTES DE LECTURE

Commentaire de l'ouvrage de Vincent LEMIRE, *La soif de Jérusalem. Essai d'hydrohistoire (1840-1948)*, Publications de La Sorbonne, 2010, 663 p.

Cet ouvrage de Vincent Lemire, Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université Paris Est, est à la fois dense par sa forme et son contenu (il est long de 573 pages de texte agrémentées de nombreux documents-annexes) et novateur en de multiples aspects. Fruit d'un travail de doctorat, il donne à voir l'histoire urbaine de Jérusalem à travers une porte d'entrée peu investie et rarement documentée : l'eau. Cet angle de vue permet à l'auteur de démythifier le passé de la ville en donnant à voir son caractère profane saisi à l'aune des réseaux techniques urbains ainsi que d'actions et d'enjeux de vie au quotidien.

Une approche originale de Jérusalem : l'hydrohistoire

L'ouvrage part des années 1840, au moment où la croissance démographique et urbaine naissante de Jérusalem fait émerger une certaine « obsession hydraulique » (page 25) parmi la population, et s'achève en 1948, alors que la construction de la grande canalisation de Ras el-Aïn quelques années plus tôt a doté la ville d'un réseau d'adduction d'eau potable « moderne » et que « la soif de Jérusalem » est désormais une question résolue sur le plan technique. Le suivi du jeu complexe d'acteurs parties prenantes de la gestion des ressources hydrauliques et de l'action publique qui y est relative sert d'observatoire à l'analyse de processus et dynamiques socio-politiques rarement soulignés dans les études de cas sur Jérusalem, tels l'existence d'une société urbaine avec ses codes de citadinité et ses notables, la formation de catégories sociales et de conflits de « classes », ou encore l'émergence d'une opinion publique locale et d'espaces de débat. En cela, l'ouvrage pousse à regarder autrement Jérusalem, d'ordinaire appréhendée selon des problématiques plutôt géopolitiques ou communautaires, et démontre très largement la pertinence de la nouvelle méthode historique dont V. Lemire se fait le défenseur : l'hydrohistoire.

La « soif de Jérusalem » est organisée autour de trois « temps » historiques qui, sans constituer des périodes chronologiques étanches, permettent de saisir des césures spécifiques sans pour autant nier l'existence de permanences sur la longue durée. Les césures révèlent une

alternance des acteurs-clés impliqués dans l'appropriation et/ou la gestion des ressources hydrauliques.

Le premier temps historique court ainsi de 1840 à 1880 et met en scène les voyageurs, philanthropes et surtout, archéologues européens, qui cherchent à faire renaître « l'âge d'or » de la Jérusalem biblique au travers des traces laissées par les anciennes canalisations et sources d'eau de la ville - ce que V. Lemire nomme joliment « la mémoire de l'eau ». Ce faisant, ces érudits contournent la ville réelle et effacent de leurs descriptions et analyses de nombreux aspects de l'histoire ottomane. Derrière les récits de voyageurs et les publications de scientifiques, l'ouvrage montre bien toutes les ambiguïtés des entreprises coloniales de l'époque qui mêlent logiques financières et spéculatives, rhétorique du don et messianismes religieux. Il souligne aussi qu'au-delà d'un même objectif de contrôle des lieux et temporalités, les missionnaires – en particulier, britanniques et français - se livrent, par chancelleries interposées, une concurrence sans merci afin d'assurer la défense respective, qui du message liturgique et des ambitions évangéliques, qui de la « bonne parole » et des intérêts catholiques en Terre Sainte.

Le deuxième temps historique mis en avant dans cette étude est celui des ingénieurs, qui prennent le relais des philanthropes entre 1860 et 1910 et assoient leur hégémonie en se posant comme « experts » incontournables de la question de l'eau. V. Lemire parle alors du « temps de l'administration de l'eau », durant lequel l'administration du waqf d'abord, puis le gouverneur de la ville et, enfin, la municipalité, s'emparent de la question hydraulique pour en faire un symbole et l'outil d'une souveraineté politique contre la tendance des puissances coloniales, notamment britanniques, et des communautés religieuses, à l'appropriation des citernes et réseaux hydrauliques de la ville. La bataille des « citernes des Dames de Sion » - magistralement rendue ici -, qui oppose, durant l'été 1870, la municipalité de la ville soutenue par le Gouverneur et ses troupes, aux soeurs catholiques des Dames de Sion appuyées, elles, par le Consul Général de France à Jérusalem, en est un exemple révélateur : partie d'une simple querelle de voisinage, la bataille se transforme en véritable affaire d'Etat et se conclut par l'édification d'un mur « de compromis » au milieu de la citerne afin de démarquer deux espaces de souveraineté distincts. A partir des années 1880, dans un contexte d'expansion démographique de la ville et d'extension des quartiers en dehors des murailles historiques, l'institution qui s'impose comme principale autorité gestionnaire de l'eau devient la municipalité. La figure de l'ingénieur municipal émerge alors du fait, notamment, de l'entrée en scène de Georges Franghia, sujet ottoman d'origine grecque,

ingénieur de son état, qui contribue à la sécularisation du dossier hydraulique de Jérusalem, en éliminant des rapports d'évaluation réalisés sur la ville, toute référence biblique et en abordant la question du seul point de vue technique. L'heure est alors à la rupture avec l'ordre ancien : il s'agit de projeter ce que seront, demain, les besoins en eau de la ville et de contribuer, par l'exploitation de sources alternatives et la construction de canalisations nouvelles, à la modernisation du réseau.

Enfin, le troisième temps historique est celui des militaires (1900-1940). Il coïncide avec le remplacement des autorités impériales ottomanes par les forces britanniques qui, dès leur arrivée en 1917, militarisent la gestion de l'eau pour répondre aux besoins de leurs troupes d'occupation. Puis, après un transfert du dossier à une administration civile « autochtone » - l'institution municipale, dont les différents pôles de décision sont de plus en plus sujets à ce que V. Lemire appelle une « véritable 'aimantation' communautaire » (page 551) et sont, de ce fait, de moins en moins neutres politiquement -, les autorités mandataires britanniques remilitarisent le contrôle de la politique de l'eau afin de contrer les premiers actes de « la guerre de l'eau » (page 355). Il est vrai que celles-ci ont à agir dans un contexte marqué à la fois par l'émergence d'un activisme sioniste et la structuration d'un discours palestinien de contestation nationaliste qui, tous deux, se cristallisent autour d'enjeux hydrauliques. Ainsi, du côté de la communauté juive de Jérusalem et du mouvement sioniste, les leaders du sionisme « pratique » défendent l'idée d'une conquête matérielle immédiate du territoire palestinien par la prise de contrôle des réseaux techniques urbains. Ces derniers cherchent donc à remporter les différentes adjudications de marchés publics organisées dans la cité ainsi qu'à prendre le contrôle financier des entreprises concessionnaires de travaux publics. Or, un tel militantisme contribue à la politisation du dossier de l'eau à Jérusalem. Plus encore, il conduit à l'instauration progressive de « fractures hydrauliques » (page 475) entre la partie occidentale de la cité, peuplée principalement d'immigrants juifs récemment installés dans des nouveaux quartiers raccordés au réseau d'adduction d'eau « moderne », et la partie orientale de la cité, arabe dans sa grande majorité et quasi exclusivement approvisionnée par des moyens « traditionnels », telles les sources et les citernes. Judéisation démographique et judéisation hydraulique vont ainsi de pair à Jérusalem à compter des années 1920. Le travail de V. Lemire révèle ici que les autorités britanniques encouragent, à certains égards, ce double processus - sans, pour autant, en avoir l'intention initiale -, car elles mènent une politique de « grands travaux » qui, pour des raisons d'ordre pratique et patrimonial, contourne largement le cœur historique de la ville. Du côté

palestinien, la judéisation de la ville et la judéisation du réseau d'eau sont progressivement interprétées comme des signes annonciateurs d'une volonté d'accaparement de la terre et des ressources de la Palestine par le mouvement sioniste, ainsi que comme le résultat d'une politique, par trop attentiste, des autorités mandataires. L'épisode de la crise d'Ortas de 1925 –déclenchée par une décision britannique de contournement des eaux du village afin d'alimenter en eau Jérusalem qui souffre d'un déficit pluviométrique - est, en ce sens, révélateur de l'émergence, au sein de la paysannerie palestinienne notamment, de revendications d'appartenance à une identité nationale spécifique, décrite comme particulièrement menacée. Il en est de même lors de la « grande révolte arabe » de 1936, quand des actes de sabotage perpétrés à l'encontre de la nouvelle canalisation qui approvisionne Jérusalem et, plus particulièrement, ses quartiers juifs « occidentaux », le sont au nom de la défense d'une identité arabe palestinienne et de la nécessité d'une lutte contre la spoliation orchestrée par la politique de colonisation sioniste.

Au-delà des acteurs qui s'inscrivent en rupture, par leurs discours et/ou leurs pratiques, avec l'ordre hydraulique préexistant, l'étude de V. Lemire souligne l'existence de nombreuses permanences dans la gestion de l'eau à Jérusalem. En premier lieu, tous les acteurs considérés investissent le secteur des réseaux hydrauliques, parce que ces derniers constituent des marqueurs de l'espace et du temps qui permettent d'asseoir des positions plus ou moins hégémoniques face à leurs concurrents potentiels et de développer des stratégies d'occupation de terrain. A cet égard, le recours constant à la rhétorique de la générosité et à une logique du don dissimule des préoccupations de contrôle. En second lieu, l'attentisme et le « bricolage » constituent les modes privilégiés de gestion du problème hydraulique à Jérusalem par les acteurs publics (qu'ils soient Ottomans ou Britanniques), alors que les discours performatifs sur la grandiloquence de l'action sont légion. Les crises pluviométriques nombreuses que connaît Jérusalem à l'époque étudiée sont particulièrement révélatrices de processus décisionnels « ralentis » ou « bloqués » soit, par des « pesanteurs » bureaucratiques, soit par l'absence de volonté politique, soit par la permanence de problèmes techniques ou encore le manque de moyens financiers. Enfin, ce qui frappe, à la lecture de l'ouvrage, c'est combien le basculement de la Palestine dans la « modernité » aux confins du vingtième siècle s'accompagne de problèmes et pratiques politiques toujours actualisées. Il est ainsi, par exemple, de l'instrumentation du droit et de l'expertise à des fins politiques, de l'internationalisation d'enjeux *a priori* locaux ou de la question de la commercialisation / fiscalisation de l'eau et ses effets sociaux (avec des pages remarquables

sur l'existence potentielle d'un conflit entre les « buveurs d'eau », nombreux et pauvres, et les « mangeurs de viande, rares et riches, et donc vus par certains comme pouvant être l'objet d'une politique fiscale municipale qui contribuerait à payer les infrastructures hydrauliques nécessaires à l'approvisionnement en eau de la cité).

Un ouvrage riche de par ses sources archivistiques

Mais « La Soif de Jérusalem » ne se distingue pas que par la seule qualité de son contenu et des analyses qui y sont réalisées. La richesse et l'apport de l'ouvrage proviennent aussi des sources archivistiques sur lesquelles s'est appuyé l'auteur qui, non seulement, sont diverses, mais parfois aussi inédites.

V. Lemire a, en effet, mobilisé des données manuscrites provenant tout autant des archives ottomanes d'Istanbul que des fonds diplomatiques britannique et français, des organisations et institutions liées au mouvement sioniste, des juridictions islamiques (dont celles du Waqf), ou encore de la municipalité de Jérusalem et de donations privées. Parmi toutes ces sources, celles de la ville de Jérusalem - qui étaient jusque-là restées inconnues des chercheurs et dont V. Lemire nous fait découvrir l'ampleur et le potentiel documentaire - apportent beaucoup à l'analyse, d'autant plus que des dossiers relatifs à l'eau y ont, en leur temps, été constitués, qui permettent d'accéder aux rapports du Water Supply Department de la municipalité. L'auteur a également eu recours à de nombreux ouvrages et brochures imprimés, dont beaucoup datent de la deuxième moitié du dix-neuvième siècle et sont le fait de scientifiques, voyageurs ou missionnaires européens. Il a, enfin, dépouillé de nombreux articles de presse en partant des fonds documentaires de plusieurs revues publiées dans les années 1860 et jusqu'aux années 1930 : il en va ainsi de la revue *La Terre Sainte*, de la revue *du Palestine Exploration Fund* ou encore du journal *The Palestine Post*. L'ensemble de ces sources documentaires permet à l'auteur de donner à voir certains moments de l'histoire de Jérusalem jusque-là occultés (comme la gestion municipale de la crise pluviométrique de 1901 qui témoigne de l'existence d'une communauté citadine) ou victimes d'un véritable « déni historiographique » (page 15). Beaucoup d'entre eux sont retracés d'une façon savoureuse, dans un style qui invite au voyage ou à l'attachement à l'égard des « personnages » invoqués, et contribuent, ce faisant, à ce que la lecture de cet ouvrage dense constitue un moment de plaisir.

La richesse de l'analyse tient aussi au fait que l'auteur fait, en permanence, dialoguer ses sources qui, dans beaucoup de cas, paraissent *a priori* inconciliables. La partie consacrée aux chantiers de restauration

de l'aqueduc méridional de Jérusalem en 1863 témoigne ainsi, par exemple, d'une véritable « discordance de sources » (page 229) entre « les descriptions de ruines rédigées par les explorateurs occidentaux » (page 247) qui accréditent l'idée d'une passivité des autorités ottomanes, « et les comptes rendus de travaux consignés par les fonctionnaires ottomans » (page 247), qui vont dans le sens d'un entretien régulier des infrastructures existantes. De même, la littérature britannique de vulgarisation qui paraît en Palestine dans les années 1920 souligne, de façon grandiloquente, l'oeuvre de « bâtisseur » hydraulique du général Allenby, ce qui contraste avec les rapports administratifs produits, à la même époque, par l'administration mandataire - d'une immense froideur. De tels « écarts » de discours témoignent, en réalité, de conflits de mémoires et renvoient aux différents héritages dont les acteurs de la politique de l'eau se prévalent pour inscrire et légitimer leurs actions dans la durée. Cette question de la représentation de la ville vue au travers de ses « mémoires contiguës » (page 25) est, selon nous, l'un des aspects les plus originaux de l'ouvrage.

Enfin, l'apport de l'ouvrage provient du fait qu'il remet en cause, de façon claire et argumentée, des idées reçues sur Jérusalem et la gestion de l'eau dans la cité, souvent colportée par la littérature orientaliste. Sous la plume des érudits européens de la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, la gestion ottomane de la cité – et, plus particulièrement, celle des infrastructures hydrauliques – est, en effet, décrite comme inexistante ou uniquement constituée de décisions ayant pour résultat de « bloquer » les politiques de modernisation engagées ou désirées par leurs coreligionnaires et autorités politiques en Terre Sainte. L'historiographie israélienne et arabe a, par la suite, repris à son compte cette idée de l'incapacité des autorités ottomanes à gouverner et dépeint les quatre siècles de présence ottomane en Palestine sous les traits de l'immobilisme. Or, ce qui apparaît à la lecture de l'ouvrage de V. Lemire est tout autre : les autorités ottomanes ont non seulement fait preuve de capacités d'initiative pour ériger ou réhabiliter certaines infrastructures hydrauliques afin de répondre aux besoins en eau de la cité, mais elles ont aussi développé des facultés d'adaptation et tout un savoir-faire gestionnaire lors des crises pluviométriques auxquelles elles ont régulièrement eu à faire face à Jérusalem.

En outre, l'auteur de « La soif de Jérusalem » remet en cause, en plusieurs points-clés de l'ouvrage, la grille de lecture consistant à expliquer le fait politique et social à Jérusalem uniquement au travers du prisme religieux et communautaire. Il démontre ainsi, par exemple, qu'il n'y a point eu « confiscation musulmane de la ressource hydraulique »

(page 221) dans la Ville Sainte à l'époque ottomane, quant bien même les populations chrétiennes et juives n'ont pas eu, durant longtemps, accès aux sources d'eau souterraines de la mosquée sacrée (ou Haram), car les autorités s'appliquaient à mettre à disposition de l'ensemble des populations de la ville des fontaines publiques et encadraient les tarifs pratiqués par les vendeurs d'eau. De la même façon, V. Lemire explique la politique d'obstruction ottomane à un projet britannique de rénovation de l'aqueduc de Jérusalem entre 1868 et 1874 par le refus des autorités de l'époque de se voir dessaisir de toute souveraineté hydraulique au profit d'acteurs étrangers, là où ces derniers ont considéré que la « résistance » ottomane provenait du fait que le projet en question était perçu comme défavorable aux populations musulmanes de la cité. Enfin, en soulignant que les questions hydrauliques peuvent, soit structurer des conflits de classes, soit conduire à des moments festifs et de célébration conjointe, V. Lemire défend, une fois encore, l'idée qu'il n'y a pas que des querelles « de clocher » à Jérusalem et révèle, au-delà, qu'une société urbaine et conscience citadine est en passe de s'y constituer.

Aude SIGNOLES

Raphaëlle Branche, *L'embuscade de Palestro, Algérie 1956*, Paris, Armand Colin, Alger, Casbah Editions, 2010

Dans une interview parue dans le quotidien *El Watan* (8 mai 2011), Raphaëlle Branche précisait que « l'étude de la région de Palestro (Lakhdaria) remonte à l'envie de travailler sur un événement marquant pour les Français au début de la guerre » en Algérie. De fait, la section de soldats français commandée par le sous-lieutenant Hervé Artur tombe dans une embuscade dirigée par le commando dirigé par Ali Khodja, le 18 mai 1956. Quoi de plus banal dans une guerre où les affrontements entre armées sont le lot quotidien et où les victimes tombent de part et d'autres ? Mais dans le cas de l'embuscade de Palestro, la situation de guerre est niée du moins par l'armée française, mobilisée pour « rétablir l'ordre et la sécurité ». La mission dont elle est chargée par le gouvernement français n'est-elle pas de pacifier ? Pour Ali Khodja et ses compagnons, le combat obéit aux principes énoncés dans l'appel du Front de Libération nationale (FLN) le 1^{er} novembre 1954. Ils appartiennent en effet à l'armée de Libération nationale (ALN). Et ils se battent pour libérer l'Algérie du joug colonial. Ce n'est pas la seule ambiguïté qui plane sur cet événement. Comme l'a souligné, Raphaëlle Branche, sa désignation même diffère selon les acteurs impliqués. Pour les Algériens, il s'agit de l'embuscade de Djerrah qui fait écho à Palestro. La mémoire a

retenu pour les uns Palestro, pour les autres la victoire du commando Ali Khodja. Mémoires de guerre, elle bénéficie d'un retentissement que l'on retrouve dans les écrits de l'époque... Mais des habitants de Djerrah qui en parleront ? C'est l'un des mérites de la recherche effectuée par Raphaëlle Branche. Elle ne s'est pas limitée à rendre compte de l'évènement dans la conjoncture de l'histoire immédiate ; elle a convoqué la longue durée et scruté le temps de la colonisation. Le résultat du croisement d'une approche au ras du sol, selon l'expression, de Jacques Revel¹ et d'une insertion dans la profondeur du temps où s'entremêlent une mais plusieurs « histoires d'une embuscade ». En jouant sur la variation des temporalités, le récit acquiert une épaisseur autre du fait que l'auteure ne perd jamais de vue les effets dialectiques de la violence des dominants et dominés.

L'ouvrage est subdivisé en cinq parties. La première est consacrée au « coup d'éclat d'une guérilla conquérante » où se distingue les maquisards entraînés par Mustafa Khodja dit Ali Khodja, un jeune déserteur de 22 ans. Mais sans le soutien et la complicité de la population civile, la guérilla n'aurait pu enregistrer de tels succès ni survivre. Qu'elle soit le fruit de la persuasion ou du recours à la force, l'implantation du FLN au sein des populations rurales est réelle en ce printemps 1956.

La seconde partie s'interroge sur « le vrai visage de la guerre ». Le maintien de contingents sous les drapeaux et le rappel de tous les disponibles en plus des appelés sont autant de mesures destinées à renforcer les rangs de l'armée française mobilisée en Algérie dans une guerre désignée par un tas d'euphémismes (opérations de rétablissement de l'ordre et de la sécurité, opérations de pacification...). Le jour même de l'embuscade de Palestro, « a lieu la plus grande manifestation, celle de Grenoble » contre le départ des rappelés, preuve qu'un mouvement social avait pris conscience de la gravité de la situation, contestait l'incorporation et revendiquait la paix. Mais la raison d'Etat et ses relais s'en tenaient à donner de l'embuscade une autre appréciation, celle d'une « Algérie sauvage » dont la description se résume à des actes de barbarie à répétition (3^{ème} et 4^{ème} parties). La représentation de l'embuscade de Palestro équivaut à un massacre de plus, niant à l'ennemi une quelconque légitimité et encore moins une victoire. Pourtant, « on est loin d'une France coloniale dominatrice et sûre d'elle : les morts de Palestro viennent rappeler la fragilité de la présence française en Algérie,

¹ Préface à Giovanni Levy (1985), *Le pouvoir au village, Histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard, 1989 (traduction française).

et justifie qu'on se batte pour elle ». La nation française ne peut que s'incliner devant la mémoire de ses héros non sans puiser dans le lexique de l'*ensauvagement* produit de l'observation ethnographique qui a accompagné la conquête.

Raphaëlle Branche ne s'enferme pas dans le récit journalistique, elle recourt à l'analyse des représentations, elle convoque la mémoire du lieu, la mémoire paysanne, la dépossession foncière, la part prise dans l'insurrection de 1871 (massacres des colons) avec ses conséquences (répression excessive, mise sous séquestre et condamnations) pour comprendre les logiques du soulèvement des habitants de Djerrah.

Cependant, il convient de signaler à l'auteure que cette région a été le lieu d'implantation du PPA-MTLD comme on peut le lire dans les mémoires de Ramdane Bouchebouba². Ce dernier est nommé à la tête de la *daïra* de Palestro le 2 novembre 1947. Il succède à Ali Mougari qui avait accompli un énorme travail de recrutement à l'échelle des onze douars de la commune mixte de Palestro. Bouchebouba achève la mise en place des structures clandestines de l'organisation (groupe, cellule, section) pour les préserver des arrestations. Il note au passage que « ces paysans pauvres, expropriés et refoulés dans les montagnes [...] avaient appris l'existence du PPA et de son programme » en allant travailler en ville ou dans la Mitidja dans les fermes des gros propriétaires. Aussi le mouvement de recrutement fut-il massif et « pour l'ensemble de la région de Palestro, il y avait 9736 adhérents ». Beni Khalfoun avait dépassé les trois mille ! Cette politisation des masses rurales recoupe le témoignage recueilli auprès d'Hocine Aït Ahmed à la BDIC³. Avec l'aide de Tahar Ladjouzi, chef de la *kasma* de Palestro, les efforts de Bouchebouba réussirent à créer des commissions de justice pour régler les innombrables problèmes dont les crimes de sang étaient « les plus durs à traiter ». En soustrayant ainsi les villageois à la justice française, le PPA-MTLD avait non seulement consolidé son implantation mais il a aussi préparé les conditions de la rupture avec l'administration coloniale.

Ce qui paraît donc, en ce mois de mai 1956, comme l'œuvre de bandes criminelles obéit en fait à l'esprit de résistance nourri de toutes les

² Ramdane Bouchebouba, *Les chemins d'un militant*, Alger, Editions Alpha, 2009. Il adhère au PPA à la veille de la Seconde guerre mondiale dans son village natal Alma/Boudouaou, devient un permanent du parti et sera responsable des *daïra* de Palestro, Bouïra, Sidi Bel Abbès, Oran, Médéa, Sétif. En mars 1954, il est membre du CRUA, puis de la Fédération de France après le déclenchement de la guerre de libération.

³ Avec Gilles Manceron, Ali Guenoun, Amar Mohand Amer, Rosa Olmos, nous avons enregistré 26 heures d'entretiens avec Hocine Aït Ahmed, qui a commencé à militer dans les rangs du PPA au cours de la Seconde guerre mondiale dans la région d'Ain el Hammam.

injustices coloniales mais cet esprit de résistance est porté également par la dynamique nationaliste⁴ dont nous ignorons presque tout. En optant pour la lutte armée, l'organisation du FLN donne du sens à la volonté latente de rompre avec l'ordre colonial. « La guerre était là depuis plusieurs générations avant même de recommencer » comme l'écrit justement Raphaëlle Branche, au cœur de l'intensité. On perçoit tout l'intérêt d'approfondir les recherches sur le terrain de l'histoire sociale, de l'histoire de la terre et des hommes, l'histoire des productions vivrières qui diminuent, celle des prix en hausse continue, celles des tensions et des solidarités qui travaillent à leur rythme les comportements et les actions au quotidien, qui divisent et séparent les masses rurales.

Dans la dernière partie, Raphaëlle Branche revient sur les bouleversements que la guerre a introduits dans la vie quotidienne des Français et Algériens de Palestro et sa région. La poursuite de la guerre/pacification se fait au nom de l'Algérie française : des réformes sont tentées « pour rattraper les retards accumulés vis-à-vis de la population autochtone pendant de longues décennies » sur fond d'un quadrillage de l'espace par l'armée française en vue d'exercer un contrôle sans partage sur les hommes. La violence déployée par « la 7^{ème} compagnie » contredit toutes les déclarations de bonnes intentions. Les populations algériennes sont ballotées entre zones interdites, SAS et camps de regroupements. Le pays « du Djebel Ahmed et Ouled Djerrah sont complètement rasés ». De l'autre côté, le nombre des habitants européens se rétracte et se replie à Palestro.

Aujourd'hui, Palestro s'appelle Lakhdaria, du nom d'un de ses martyrs Lakhdar Saïd Mokrani. D'après les investigations de Raphaëlle Branche, si le souvenir de l'embuscade est demeuré intact chez les habitants de la région, il n'est pas inscrit au *memorandum* du musée du Moudjahid alors que la chronologie élaborée par Messaoud Maâdad⁵ signale bien l'évènement. La mémoire nationale n'est pas toujours en phase avec la mémoire sociale dont des pans sont révélés régulièrement comme en témoigne les souvenirs de Hocine Aït Idir⁶, publiés récemment.

⁴ Le mouvement nationaliste n'est pas limité au seul PPA-MTLD. Les études manquent sur la présence de l'Association des Ulémas, de l'UDMA, du PCA. De même, la région étant un foyer de forte émigration vers la France, elle mérite aussi des recherches.

⁵ Messaoud Maâdad, *Guerre d'Algérie, Chronologie et commentaires*, Alger, Enag éditions, 1992

⁶ Hocine Aït Idir, *Commando Ali Khodja, Wilaya IV, Zone 1, souvenirs d'un combattant*, Alger, Editions Alger-Livres, 2011.

L'ouvrage de Raphaëlle Branche est bien documenté, le croisement des archives écrites et des sources orales recueillies auprès des acteurs d'hier montre une fois de plus ce que la pratique du terrain peut apporter à l'ouverture de nouveaux chantiers et à la connaissance historique.

Ouanassa SIARI-TENGOUR

Tassadit Yacine, *Si tu m'aimes, guéris-moi. Études d'ethnologie des affects en Kabylie*, Préface de Françoise Héritier. Postface de Sherry B. Ortner, Paris, Maison des Sciences de l'homme, 175 p. 2006

L'ouvrage est une réédition de textes écrits à différentes périodes dont la réunion permet une perspective plus générale et renouvelée du travail de l'auteur. C'est la face cachée des rapports de domination que Tassadit Yacine nous dévoile dans ces études d'ethnologie des affects en Kabylie.

Les relations entre les genres font naturellement figure d'exemples et ouvrent le bal mais ne sont pas la forme limitative où celle qui viendrait simplement borner l'horizon des conséquences sociales et individuelles qu'engendre la supériorité d'un groupe sur un autre. Le panorama s'élargit d'autant si l'on songe à la profondeur historique que l'auteur nous dépeint, illustrant l'absence de données pérennes à propos de la (des) culture(s) décrite(s). Les contingences historiques des dominations, d'un pays et d'une langue au travers des diverses colonisations, sont de puissantes menaces pour la société, mais les dominations sont aussi celles, pleinement endogènes, du groupe sur lui-même et ainsi de façon quasi mécanique, des hommes sur les femmes. En d'autres termes, c'est à l'exacerbation des dominations auxquelles on assiste.

C'est aussi dans les modifications des peurs, cette « anthropologie de la peur » à laquelle Tassadit Yacine nous a initiée et qu'elle évoque à nouveau : celles des femmes et celles des hommes, les images en miroir des unes sur les autres, où apparaissent les entraves à l'expression de soi. Car aujourd'hui se pose à l'individu la question de sa propre existence face à une communauté (*versus* société) omniprésente et imposant, désormais de façon unilatérale, un ordre sans lieux à la formulation du désordre, un carcan sans plus d'exutoires possibles. En effet, et l'auteur le décrit subtilement, la société « traditionnelle » offrait des espaces et des moyens de contestation, des lieux indispensables à la construction de soi au travers de cet autre, le groupe, le collectif.

L'espace de l'intimité celui des sentiments et du désir est également interrogé illustrant la perméabilité de l'individuel et du collectif, l'opposition tenue pour longtemps structurante en sciences sociales —

entre les démarches objectivistes et subjectivistes — manifestent clairement dans ce recueil de textes l'intérêt méthodologique de leur conjonction.

Si l'amour est une « invention sociale », on pense bien sûr à Denis de Rougemont dans *L'amour et l'Occident*, l'ambition de comprendre son traitement social dans et par une société donnée, ici la société kabyle, est une démarche ambitieuse et novatrice. Si le mariage n'est pas l'amour, il fallut bien là-bas comme ailleurs imposer des règles « le problème était d'inventer des formes socialement admissibles d'intégration de cette source potentielle de désordre, voire de destruction, que constitue, pour le groupe, Eros (p. 15) ».

L'étude des *izlan*, ces poèmes de la réalité vécue et d'une forme d'expression de soi nous fournit un très bel exemple de ce que la société pouvait/peut produire d'espaces de l'entre-deux, entre ordre et désordre contrôlés, tous deux indispensables en tant « qu'expression de l'individu la plus irrémédiablement personnelle (p. 39) ».

Un autre exemple de situation est analysée, c'est celui du bigame, figure non courante mais les marges révèlent justement les valeurs du groupe, ce bigame devenu dominé par son propre statut, ces hommes comme l'écrivait déjà Pierre Bourdieu « dominés par leur propre domination (p. 108) ». Ces dominés/dominants auxquels Tassadit Yacine consacre cet ouvrage dans une perspective renouvelée des rapports des uns aux autres, empruntant souvent la perspective psychanalytique comme angle ou comme explication probable.

Comment mieux dire que Françoise Héritier dans sa préface, l'intérêt de ce livre : « Le monde traditionnel avait un exutoire qui n'existe plus. Quel exutoire à la domination trouver désormais ? C'est la question sans réponse posée loyalement par ce livre passionnant, dans l'impossibilité actuelle où toute culture se trouve, plus encore peut-être dans les pays méditerranéens que dans le monde occidental, d'amener son peuple à concevoir l'égalité entre les sexes et la possibilité d'une vie sans domination » (XV).

Marie-Luce GELARD